Les Mexicains veulent la vérité

DISPARITIONS. Alors que la découverte macabre de corps se poursuit et que la révolte contre la corruption s'étend, les étudiants d'Ayotzinapa (Mexique) continuent leur grève.





Iguala (Mexique), vendredi. Des policiers fédéraux montent la garde devant l'accès à une fosse où des cadavres ont été découverts. *(AFP/Yuri Cortez.)*



Mexico, mercredi. Portraits des 43 disparus en main, des manifestants dénoncent l'inaction des autorités fédérales. *(AP/Marco Ugarte.)*

État du Guerrero (Mexique)
De notre correspondante

« ON A PLEURÉ. De colère à l'idée que le crime commis contre nos compagnons restait toujours impuni. De joie en voyant autant de monde manifester », raconte Eleydet, 23 ans, après la mobilisation nationale de cette semaine qui a vu des milliers de Mexicains battre le pavé dans tout le pays en solidarité avec les étudiants de son école, la Normal Rural Raul Isidro Burgos d'Ayotzinapa.

Cet établissement historique né de la révolution mexicaine et situé dans les montagnes de l'Etat du Guerrero, dans le sud-ouest du Mexique, qui accueille uniquement des fils de paysans aux revendications sociales progressistes, a connu sa nuit la plus noire le 26 septembre.

Trois de ses élèves ont été tués et 17 autres blessés, lors d'un assaut policier mené contre eux sans que personne ne puisse expliquer pourquoi aujourd'hui. Les jeunes venaient d'arriver en bus à l'entrée de la ville d'Iguala, à quelque 120 km de là, pour une récolte de fonds, lorsqu'ils ont été attaqués par un convoi de policiers municipaux.

Au terme de cette opération meurtrière, qui a fait trois autres victimes, 43 étudiants ont été « enlevés » par les fonctionnaires. Selon les enquêteurs, des membres de l'organisation de narcotrafiquants Guerreros Unidos les auraient aidés dans leur besogne *(lire encadré)*. « Ils les ont emportés vivants, nous les voulons vivants ! » scandaient les manifestants il y a quelques jours. Mais, depuis, la découverte d'autres fosses clandestines laisse augurer maintenant du pire quant au sort des étudiants disparus.

Révolte face au laisser-faire de l'Etat fédéral

Le mouvement de révolte qui saisit le Mexique autour des parents et des amis des disparus dénonce l'enfer de la « narcopolitique » qui gangrène le pays, et le laisser-faire de l'Etat fédéral, exigeant d'une même voix la démission du gouverneur du Guerrero et celle du président de la République, Enrique Peña Nieto. Cette mobilisation s'est propagée dans 25 Etats du pays et dépasse les frontières jusqu'au Brésil, en Equateur, aux Etats-Unis, en Belgique, en Espagne et au Danemark. Une centaine d'ONG mexicaines et internationales accompagnent le mouvement, dont Amnesty International, qui dénonce « un cas d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées ».

L'Etat fédéral réagit pour l'instant assez mollement et a préféré laisser l'affaire entre les mains des autorités de l'Etat du Guerrero, pourtant connues pour leurs liens avec le crime organisé. Ce que l'on appelle ici les « disparitions forcées » se chiffre à 26 000 personnes et il se pourrait que l'affaire des étudiants engendre un vrai mouvement de révolte.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, ce phénomène « a commencé sous Felipe Calderón mais des milliers de cas ont été enregistrés également sous la présidence d'Enrique Peña Nieto et continuent d'affecter aujourd'hui un grand nombre de Mexicains ». Le président s'est efforcé d'afficher un visage plus magnanime au lendemain de la mobilisation, déclarant que « ce qui s'est passé est tout à fait inhumain et proche de la barbarie et [qu']il faut trouver les responsables ».

Mais ses mots ne pèsent rien face à la douleur des étudiants d'Ayotzinapa et des parents de disparus, qui restent soudés et mobilisés dans leur école où la grève lancée après le massacre du 26 septembre continue. C'est d'ici qu'ils organisent des actions pour réclamer justice. « Nous n'avons pas peur de continuer à manifester, assure Eleydet. Nous voulons connaître la vérité. Quelle qu'elle soit. »

MARIE-PIA RIEUBLANC

De nouveaux charniers découverts

Le procureur général de la République a annoncé avant-hier la détention de quatre nouvelles personnes dans le cadre de l'enquête sur la disparition des étudiants d'Ayotzinapa. Les aveux des détenus, dont le leader des Guerreros Unidos, puissant groupe de narcotrafiquants qui sévit dans l'Etat du Guerrero avec la complicité des autorités locales, ont conduit les enquêteurs à la découverte de 15 nouveaux cadavres dans quatre fosses clandestines près d'Iguala, non loin de l'endroit où les restes de 28 personnes ont été trouvés la semaine dernière dans six autres excavations. 43 corps ont donc été exhumés depuis le début des recherches. Cela correspond au nombre d'étudiants disparus, mais il est pour l'instant « impossible d'affirmer qu'il s'agit d'eux », aucun n'ayant été identifié, a précisé le procureur. Le ministère public, très critique, assure désormais que tout est fait au niveau fédéral pour arrêter les auteurs de l'assaut meurtrier du 26 septembre. Trente-quatre personnes sont détenues, en majorité des policiers d'Iguala et des membres des Guerreros Unidos, qui ont fait de cette ville leur plaque tournante. Le maire, José Luis Abarca, est soupçonné de travailler pour eux avec son épouse, Maria de los Angeles Pineda, la sœur du leader arrêté cette semaine. Tous deux sont en fuite et officiellement recherchés comme commanditaires de l'assaut. Les enquêteurs recherchent aussi le chef de la sécurité d'Iguala, qui aurait ordonné l'enlèvement des étudiants, et El Chucky, un des cerveaux des Guerreros Unidos, qui aurait ordonné leur exécution.

M.-P.R.

« Mon cousin ne peut pas être mort »

Yoni, cousin de Carlos, un étudiant disparu

« CARLOS FÊTE ses 19 ans ce 11 octobre. » Carlos Lorenzo Hernandez Muñoz est l'un des 43 étudiants disparus et son père, Fernando, ne parle de lui qu'au présent.

« Bien sûr que non, il n'est pas mort. Aucun des étudiants n'est mort. On essaie de nous faire croire que ce sont eux qui se trouvent dans les fosses clandestines mais moi je sais que non et, tout ce que je veux aujourd'hui, c'est qu'on me rende mon fils vivant. Je m'inquiète pour lui, je ne peux même pas savoir s'ils lui donnent à boire et à manger. »

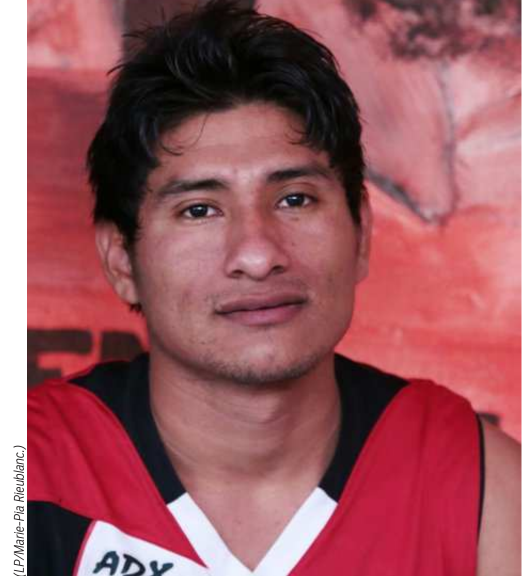
Comme tous les parents des disparus d'Ayotzinapa, Fernando refuse de croire que son enfant a pu finir calciné et enterré, victime d'un sombre crime lié au narcotrafic.

Il accuse le gouverneur du Guerrero, toujours au pouvoir, ainsi que le maire d'Iguala, en cavale *(lire ci-contre)*, de savoir où se trouvent les étudiants et de monter un stratagème « pour s'en laver les mains ». Il a les yeux dans le vide mais ne pleure pas. « Il faut bien qu'il y en ait un dans la famille qui tienne le coup, et cela doit être moi, car ma femme est en dépression », confie cet agriculteur, qui a quitté son terrain de Huajintepec, sur la côte pacifique du Guerrero, pour accompagner le mouvement de grève au sein de l'école d'Ayotzinapa.

Son neveu, Yoni, le cousin de Carlos, normalien en quatrième année, reste mobilisé lui aussi. Contrairement à son oncle, il ne peut empêcher de pleurer pendant qu'il parle. « Mon cousin ne peut pas être mort. Ils doivent sûrement être en train de le torturer à l'heure qu'il est. » Qui, « ils » ? « Je ne sais pas. Aucun de nous ne sait rien. Mais je suis sûr que c'est un moyen de nous faire peur à nous, les étudiants normaliens, qui représentons la jeunesse opposée au gouvernement actuel. Il ne faut pas oublier qu'en décembre 2011, deux étudiants de chez nous ont été assassinés et que, jusqu'à aujourd'hui, personne n'a été condamné. »

> *« Ils doivent sûrement être en train de le torturer à l'heure qu'il est »*
> Yoni, cousin de Carlos

M-P.R.



Yoni, cousin de Carlos, un des disparus, rappelle que deux étudiants de son école ont été tués en 2011. *(LP/Marie-Pia Rieublanc.)*